



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture

Tendances et défis

APERÇU GÉNÉRAL

Le présent rapport a pour but de mieux faire comprendre la nature des défis auxquels sont actuellement confrontés l'agriculture et les systèmes alimentaires, et ceux auxquels ils seront confrontés plus avant dans le 21^e siècle. Quinze grandes tendances se dégagent, qui permettent de mieux comprendre les enjeux, et les actions à mener. Ces tendances sont pour la plupart fortement interdépendantes et, prises dans leur ensemble, débouchent sur dix défis auxquels il faudra trouver des réponses si l'on veut parvenir à la sécurité alimentaire et à la nutrition pour tous et instaurer une agriculture durable. On ne peut pas continuer sans rien faire. De profonds changements devront intervenir dans les systèmes agricoles, les économies rurales et la gestion des ressources naturelles pour que le plein potentiel de l'alimentation et de l'agriculture se réalise afin d'assurer un avenir sain et sûr à chacun et à la planète tout entière.

TENDANCES

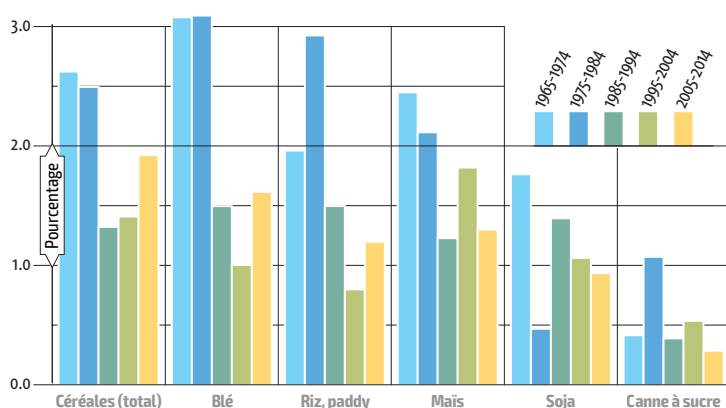
Un certain nombre de tendances observées à l'échelle mondiale influent sur la sécurité alimentaire, la pauvreté et la durabilité des systèmes alimentaires et agricoles considérés dans leur ensemble.

La population mondiale devrait atteindre près de 10 milliards de personnes d'ici à 2050, faisant bondir la demande de produits agricoles – dans un scénario de croissance économique modeste – de 50 pour cent environ par rapport à 2013. La hausse des revenus dans les pays à revenu faible ou intermédiaire accélérera une transition alimentaire conduisant à une consommation accrue de viande, de fruits et de légumes par rapport aux céréales, ce qui exigera une transformation comparable de la production et aggravera la pression sur les ressources naturelles.

La croissance économique et l'évolution démographique se traduisent par une modification structurelle de l'économie.

On assiste à un recul de la part de l'agriculture dans la production totale et dans l'emploi, qui intervient à une vitesse plus ou moins rapide et pose des problèmes différents selon les régions. Les investissements agricoles et les innovations techniques stimulent la productivité, mais cela n'empêche pas la progression des rendements de ralentir à un point préoccupant (voir la figure 1). Par ailleurs, les pertes et les gaspillages de nourriture englobent une part non négligeable de la production agricole, et leur réduction permettrait de rendre moins nécessaire un accroissement de la production. Enfin, l'accélération indispensable de la croissance de la productivité est freinée par la dégradation des ressources naturelles, l'appauvrissement de la biodiversité, et la diffusion transfrontière des organismes nuisibles et des maladies des plantes et des animaux, accompagnée parfois d'une résistance croissante aux antimicrobiens.

Figure 1 Progression des rendements agricoles - moyenne annuelle



Note: Graphique établi d'après les statistiques de production de FAOSTAT (chiffres du 20 septembre 2016). Taux de croissance estimatifs calculés par régression, à l'aide de la méthode des moindres carrés ordinaire (MCO), en reliant le logarithme naturel des rendements agricoles avec la variable temps et un terme constant. Le groupe «céréales (total)» provient de FAOSTAT et comprend les produits suivants: blé, riz (paddy), orge, maïs, seigle, avoine, mil et millet, sorgho, sarrasin (blé noir), quinoa, fonio, triticale, alpiste et autres céréales (ou cultures assimilées) et céréales mélangées non spécifiées ailleurs.

Source: FAO. 2016. FAOSTAT [site web] (<http://faostat.fao.org>). Site consulté en novembre 2016.

Le changement climatique frappe de manière disproportionnée les régions touchées par l'insécurité alimentaire, compromettant la production végétale et animale, les stocks halieutiques et la pêche.

Le recours aux pratiques agricoles existantes pour répondre à une demande accrue de produits agricoles risque fort d'entraîner une intensification de la compétition autour des ressources naturelles, un accroissement des émissions de gaz à effet de serre, et la poursuite de la déforestation et de la dégradation des terres.

À l'échelle mondiale, la faim et l'extrême pauvreté ont reculé depuis les années 1990.

Cependant, aujourd'hui encore, quelque 700 millions de personnes, pour la plupart dans les zones rurales, vivent dans l'extrême pauvreté. De plus, malgré une réduction indéniable des taux de sous-alimentation et une amélioration de la nutrition et de la santé, près de 800 millions de personnes sont en situation de faim chronique et 2 milliards souffrent de carences en micronutriments. Si on continue sur cette lancée, sans consentir d'efforts supplémentaires pour promouvoir un développement favorable aux pauvres, on comptera encore quelque 653 millions de personnes sous-alimentées en 2030. Même là où la pauvreté a reculé, la persistance des inégalités empêche son éradication.

Des secteurs essentiels des systèmes alimentaires évoluent vers une plus forte intensité en capital, une intégration verticale et une concentration entre les mains de quelques-uns.

Ce phénomène s'observe depuis l'approvisionnement en intrants jusqu'à la distribution des produits alimentaires. Les petits producteurs et les ménages sans terre, qui sont les grands perdants, tentent, de

plus en plus, de trouver un emploi en dehors de l'agriculture. Il en résulte une intensification des flux migratoires, principalement de la part des hommes, entraînant une féminisation de l'agriculture dans de nombreuses régions du monde.

Les conflits, les crises et les catastrophes naturelles croissent en nombre et en intensité.

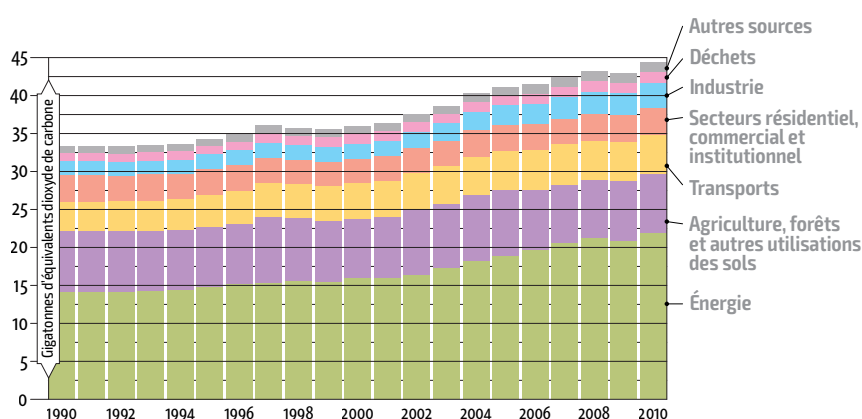
Avec pour effet de réduire l'offre alimentaire, de perturber l'accès à l'alimentation et aux soins de santé et de saper les systèmes de protection sociale. Par suite, de nombreuses personnes touchées retombent dans la pauvreté et dans la faim, amplifiant les migrations du désespoir et les besoins en aide humanitaire. Souvent aussi, les crises prolongées se conjuguent avec des conflits violents. En moyenne, la proportion de personnes sous-alimentées dans les pays à faible revenu touchés par une crise prolongée est de 2,5 à 3 fois plus élevée que dans les autres pays à faible revenu.

DÉFIS

Ces tendances entraînent une série de défis dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.

On ne peut pas assurer une production alimentaire et agricole durable en se fondant sur des systèmes agricoles à forte consommation d'intrants et de ressources qui ont entraîné une déforestation massive, des pénuries d'eau, un appauvrissement des sols et un niveau élevé de gaz à effet de serre. Il faut mettre en place des systèmes novateurs qui permettent à la fois de préserver et d'améliorer la base de ressources naturelles, et d'accroître la productivité. Il faut engager un processus transformationnel misant sur des approches intégrées, notamment l'agroécologie, l'agroforesterie, l'agriculture intelligente face au climat et l'agriculture de conservation, qui s'inspirent notamment des connaissances autochtones et traditionnelles. Les progrès techniques et une réduction drastique de la consommation de combustibles fossiles dans l'ensemble de l'économie et en particulier dans l'agriculture contribueront à freiner le changement climatique et l'augmentation des risques naturels, qui menacent l'ensemble des écosystèmes et tous les aspects de la vie humaine (voir la figure 2). Il faut renforcer la collaboration internationale pour faire obstacle aux nouvelles menaces transfrontières qui pèsent sur les systèmes agricoles et alimentaires, en particulier les organismes nuisibles et les maladies.

Figure 2 Émissions annuelles de gaz à effet de serre - ensemble des secteurs



Nota: "Otras fuentes" incluye los combustibles del transporte aéreo y marítimo internacional.

Fuente: FAO. 2016. FAOSTAT. Emisiones por sector [sitio web] (www.fao.org/faostat/es/#data/EM). Consultado en noviembre de 2016.

On ne pourra éliminer l'extrême pauvreté et empêcher les personnes vulnérables sorties de la pauvreté d'y retomber sans réduire les inégalités.

Autrement dit, il faut lutter contre les inégalités, à la fois entre les pays et à l'intérieur des pays, sur plusieurs plans: revenus, perspectives d'avenir et propriété des biens de production, notamment propriété foncière. Les stratégies de croissance favorables aux pauvres, garantissant que les plus faibles bénéficient des avantages apportés par l'intégration dans les marchés et par l'investissement agricole, contribueront

à améliorer les revenus et les perspectives d'investissement dans les zones rurales et permettront de s'attaquer aux causes profondes des migrations.

Mais une croissance favorable aux pauvres doit aller au-delà de l'agriculture, et englober aussi bien les zones rurales que les zones urbaines, et doit favoriser la création d'emplois et la diversification des revenus.

Un système de protection sociale associé à une croissance favorable aux pauvres aidera à mettre un terme à la faim et à éliminer le triple fardeau de la malnutrition grâce à des régimes alimentaires plus sains, deux défis qui doivent être relevés. Pour supprimer définitivement la faim, la malnutrition et l'extrême pauvreté, il faut aussi renforcer la résilience dans les situations de crise prolongée, de catastrophe et de conflit, et œuvrer à un développement mondial inclusif et équitable afin d'empêcher les conflits.

Il est essentiel de repenser les systèmes alimentaires et leur gouvernance pour relever les défis actuels et futurs.

La coordination verticale et une organisation plus rationnelle des systèmes alimentaires se traduisent par une offre d'aliments normalisés dans les zones urbaines et par la création d'emplois formels. Mais ces systèmes doivent être accompagnés d'investissements responsables et tenir compte des moyens d'existence des petits exploitants agricoles, de l'empreinte environnementale associée à l'allongement des circuits d'approvisionnement, et des incidences sur la biodiversité. Il faut répondre à ces préoccupations en rendant les systèmes alimentaires plus efficaces, plus inclusifs et plus résilients.

Sur la voie du développement durable, tous les pays sont interdépendants.

L'un des plus grands défis est de mettre en place une gouvernance nationale et internationale cohérente et efficace, jointe à des objectifs de développement bien définis et prenant appui sur un engagement véritable. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 donne corps à cette vision et transcende la fracture entre pays développés et pays en développement. Le développement durable est un enjeu universel qui relève de la responsabilité collective de tous les pays. Il exige que toutes les sociétés revoient de fond en comble leurs modes de production et de consommation.



The future of food and agriculture Trends and challenges

La publication intitulée *L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture: Tendances et défis* est disponible à l'adresse: www.fao.org/3/a-i6583e.pdf



PERSONNE À CONTACTER

Lorenzo Giovanni Bellú
Études prospectives mondiales, Chef d'équipe
Département du développement économique et social, FAO
LorenzoGiovanni.Bellu@fao.org
www.fao.org/global-perspectives-studies/fr